

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

Le Conseil d'Etat refuse toute concession, la mobilisation doit se poursuivre

Le 7 novembre, 1'000 salarié-e-s de l'Etat de Fribourg et des institutions affiliées à la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (CPPEF) ont manifesté contre le projet de révision de la CPPEF. Malgré cette nouvelle mobilisation, le gouvernement a refusé toute concession, et transmis le projet de révision au Grand Conseil.

Une mobilisation qui reste significative

La mobilisation du 7 novembre est, certes, moins importante que la précédente manifestation, qui avait réuni 4'000 salarié-e-s en février 2019. Au vu des circonstances, elle reste significative : deux jours avant la manifestation, le Comité de la Fédération des associations fribourgeoises d'enseignants (FAFE) annonçait publiquement qu'elle « retirait » son soutien à la manifestation. Le lendemain, c'était au tour de la FEDE de se désolidariser.

Baisse massive des rentes et des salaires

Pourtant, les péréorations induites par la révision de la CPPEF sont massives : pour les salarié-e-s âgé-e-s de 45 à 59 ans, les baisses de rentes se situeront entre -6,6% et -9,5% en cas de prise de la retraite à 64 ans ; pour les salarié-e-s dont l'âge se situe entre 40 et 45 ans, les pertes pourront aller au-delà – parfois nettement – de la limite de 9,5% de perte à 64 ans. En cas de retraite à 62 ans, ce sera entre -10% et -15% en moyenne de perte de rente, et entre -20% et -25% en cas de retraite à 60 ans. (voir tableau en page 3).

Par ailleurs, ces pertes risquent d'être bien plus élevées : elles sont calculées sur un taux d'intérêt des avoirs de vieillesse très optimiste (2,5%). Avec un taux d'intérêt plus bas, elles peuvent doubler, voire tripler (voir page 3). Enfin, il faut ajouter une diminution du salaire net de 1,7% à 1,8% pour les salarié-e-s âgé-e-s de 45 ans et plus.

Participation faible de l'Etat de Fribourg

Quant à la participation financière de l'Etat de Fribourg, elle est faible : 380 millions de francs de mesures transitoires et compensatoires. Le montant déboursé par l'Etat de Fribourg est deux fois inférieur à celui injecté par le canton du Valais (1,6 milliard de francs) ou de Genève (5 milliards de francs, ou 1,9 milliard au prorata de Fribourg), qui ont des finances publiques nettement moins saines ! Or, avec 600 millions de francs de mesures transitoires et compensatoires, on évite toute perte de rente à partir de 62 ans pour la fonction publique fribourgeoise.

Mobilisation à poursuivre

La mobilisation du personnel doit se poursuivre : le projet de révision de la CPPEF est, en l'état, inacceptable ! Le Grand Conseil en discutera au début de l'année 2020. **Avec une forte mobilisation, il est possible d'obliger le parlement à revoir ce projet, par exemple en augmentant le montant des mesures transitoires et compensatoires.**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE FRIBOURGEOISE

MERCREDI 22 JANVIER, 19H00

Café restaurant de l'Escale – Route de Belfaux 3 - Givisiez

Nous discuterons des revendications à adresser au Grand Conseil, de même que de la poursuite de la mobilisation. Le SSP – région Fribourg a décidé de saisir l'organe de conciliation et d'arbitrage : **si le Conseil d'Etat ne négocie pas, la grève sera donc licite.** Organisez des consultations dans votre service pour savoir quelles mesures de lutte le personnel est prêt à mettre en place !

Pour connaître l'impact réel de la révision sur votre rente, nous vous invitons à vous rendre sur le simulateur de rente (www.fr.ch/calculateur-de-rente) et à nous transmettre le résultat. Vous pouvez aussi nous envoyer votre décompte annuel de la CPPEF, nous ferons les calculs pour vous.

Pourquoi il faut continuer à se mobiliser

1. Parce que la situation financière de la CPPEF est excellente

La situation financière de la CPPEF est excellente. Les rendements des 10 dernières années sont, en moyenne, de 4,05% (voir tableau 1). S'ils se poursuivent à un tel niveau au cours des 30 prochaines années, il n'y a tout simplement aucun besoin d'accroître le financement de la CPPEF ! L'année 2019 s'annonce d'ores et déjà très bonne, avec un rendement proche de 8%.

Quant au taux de couverture de la CPPEF, il était de 75,4% au 31 décembre 2018 (voir tableau 2). C'est – avec la Caisse de prévoyance de l'Etat du Valais – le meilleur taux de couverture des caisses de prévoyance en Suisse romande. En comparaison, il était de 58,2% pour la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (qui maintient la primauté des prestations), de 68,5% pour la Caisse de prévoyance de l'Etat de Vaud (qui maintient la primauté des prestations), de 67,6% pour la Caisse de prévoyance de l'Etat de Neuchâtel et de 68,3% pour la Caisse de prévoyance de l'Etat du Jura.

Bref, au vu de la très bonne situation financière de la CPPEF, des mesures aussi brutales ne se justifient en aucune manière.

Tableau 1

Année	Performance globale de la Caisse	Taux d'intérêt technique
2009	7.79 %	4.50 %
2010	0.97 %	4.50 %
2011	0.31 %	4.50 %
2012	6.52 %	4.25 %
2013	6.74 %	4.25 %
2014	8.26 %	3.25 %
2015	1.42 %	3.25 %
2016	2.39 %	3.25 %
2017	9.10 %	3.25 %
2018	-2.29 %	3.25 %
Moyenne	4.05 %	3.83 %

Tableau 2

Date	Chemin de capitalisation au 31.12	Taux de couverture effectif
2011	66.9 %	76.7 %
2012	68.8 %	75.1 %
2013	70.4 %	77.6 %
2014	71.8 %	75.1 %
2015	73.2 %	74.1 %
2016	74.3 %	73.3 %
2017	75.4 %	79.3 %
2018	76.3 %	75.4 %
2019	77.2 %	
2020	77.9 %	

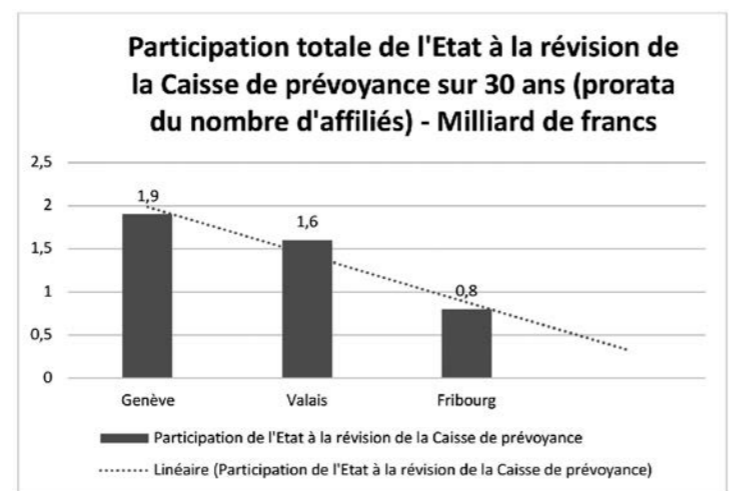
2. Parce que la participation financière de l'Etat est faible

Actuellement, la participation de l'Etat de Fribourg à la révision de la CPPEF est double :

- ▶ 380 millions de francs de mesures transitoires et compensatoires, pour atténuer les baisses de rentes dues au passage à la primauté des cotisations.
- ▶ Une augmentation de la cotisation de l'Etat – employeur de 1%.

Même en comptabilisant l'augmentation de la cotisation de l'Etat-employeur sur 30 ans, la participation totale de l'Etat de Fribourg (800 millions de francs) est deux fois inférieure aux montants alloués par les Conseils d'Etat valaisan et genevois (voir ci-dessous). Pourtant, l'Etat de Fribourg, avec un milliard de fortune, a une situation financière nettement plus saine que ces deux cantons.

Il faut donc nettement revoir à la hausse les mesures transitoires et compensatoires, à hauteur de 600 millions de francs, pour permettre d'éviter toute baisse de rente à 62 ans, comme décidé par les Assemblées générales de la fonction publique de février et octobre 2019.



3. Parce que les baisses de rentes sont massives

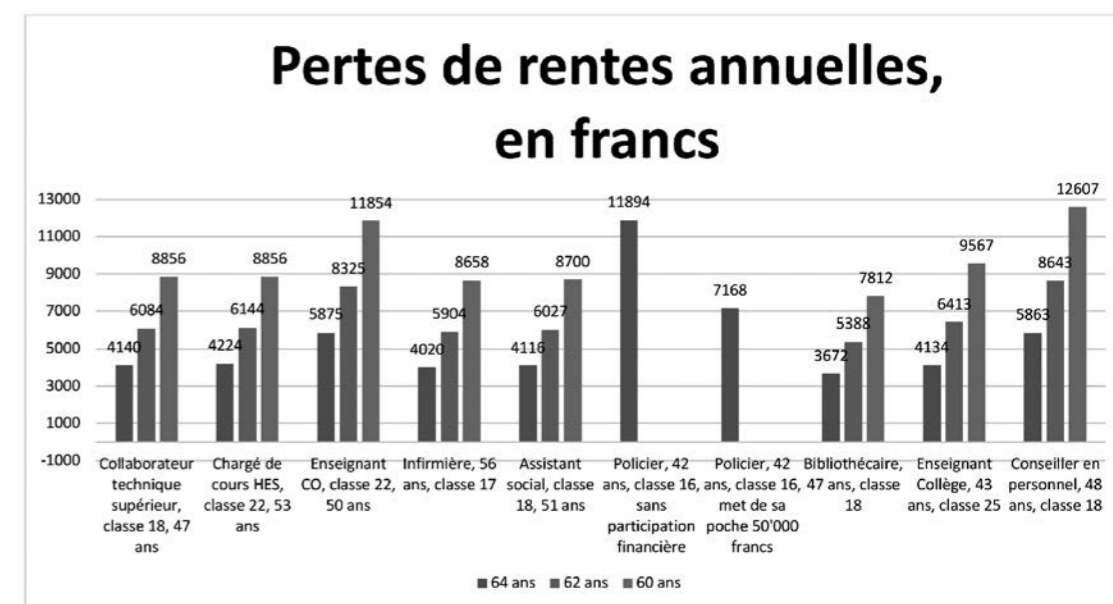
Les pertes de rentes annoncées par le Conseil d'Etat sont massives. Actuellement, nombre de salarié-e-s de l'Etat de Fribourg ont la possibilité de bénéficier d'une retraite anticipée, dès l'âge de 60 ans. Après une vie de dur labeur, dans des métiers qui deviennent de plus en plus pénibles et stressants, c'est bien mérité ! Or, avec la révision prévue par le Conseil d'Etat, la retraite anticipée sera inabordable pour la grande majorité : avec une diminution des rentes de 20% à 25% qui pourrait se payer une retraite anticipée ?

Comme on peut le constater dans le tableau 2, la révision du Conseil d'Etat aura pour conséquence des milliers de francs en moins, chaque année, et ce à vie !

Tableau 1

Age LPP	Variante choisie par CE - Limitation de perte de 9.5 % dès 45 ans								
	58	59	60	61	62	63	64	65	
20-24	-8.13%	-5.92%	-3.30%	1.32%	6.04%	9.13%	12.24%	15.57%	
25-29	-12.05%	-9.84%	-7.24%	-2.74%	1.88%	4.92%	7.97%	11.24%	
30-34	-16.97%	-14.74%	-12.16%	-7.77%	-3.28%	-0.29%	2.71%	5.91%	
35-39	-21.90%	-19.65%	-17.07%	-12.79%	-8.42%	-5.46%	-2.51%	0.64%	
40-44	-25.40%	-23.10%	-20.50%	-16.28%	-11.98%	-9.04%	-6.12%	-3.02%	
45-49	-26.37%	-23.99%	-21.34%	-17.09%	-12.78%	-9.83%	-6.89%	-3.80%	
50-54	-27.87%	-25.36%	-22.62%	-18.33%	-14.00%	-11.02%	-8.07%	-4.97%	
55-59	-27.49%	-25.51%	-22.88%	-18.54%	-14.17%	-11.17%	-8.22%	-5.12%	
60-64	-11.39%	-11.39%	-11.39%	-10.62%	-8.56%	-6.58%	-4.17%	-1.28%	
Global	-21.62%	-19.48%	-17.01%	-12.90%	-8.64%	-5.73%	-2.80%	0.33%	

Tableau 2



LES BAISSSES DE RENTES SERONT SANS DOUTE NETTEMENT PLUS FORTES QU'ANNONCÉ

Dans ses prévisions, le Conseil d'Etat s'est fondé sur un taux d'intérêt crédité sur les avoirs de vieillesse des assuré-e-s de 2,5%. Or, si ce taux d'intérêt – relativement élevé en comparaison avec les autres caisses de prévoyance – est plus bas, ce qui est fort probable, **les pertes peuvent aller du simple au double, voire au triple.**

Enseignant du CO, classe de salaire 22, 40 ans

Taux d'intérêt	Perte à 60 ans	Perte à 62 ans	Perte à 64 ans
2,5%	11'760 francs (- 24%)	8'244 francs (- 17%)	5'796 francs (- 11%)
2%	13'704 francs (- 29%)	10'764 francs (- 22%)	9'036 francs (- 17%)
1,5%	15'540 francs (- 32%)	13'116 francs (- 27%)	12'000 francs (- 22%)
1%	17'244 francs (-37%)	15'288 francs (- 24%)	14'772 francs (- 27%)

Assistant social, classe de salaire 18, 51 ans

Taux d'intérêt	Perte à 60 ans	Perte à 62 ans	Perte à 64 ans
2,5%	8'676 francs (- 24%)	6'000 francs (- 15%)	4'104 francs (- 9,5%)
2%	9'408 francs (- 26%)	7'116 francs (- 19%)	6'048 francs (- 14%)
1,5%	10'128 francs (- 28%)	8'184 francs (- 21%)	7'200 francs (- 17%)
1%	10'824 francs (-30%)	9'216 francs (- 24%)	8'640 francs (- 20%)



LES AGENTS DE LA FORCE PUBLIQUE, DINDONS DE LA FARCE

Dans la révision concoctée par le Conseil d'Etat, les agents de la force publique (policiers, agents de détention, gardes-faunes) sont les dindons de la farce. Ceux-ci ont, actuellement, un âge de la retraite obligatoire fixé à 60 ans. Dans un régime de primauté des cotisations où le taux de conversion de référence – le facteur qui détermine la rente à partir de l'avoir de vieillesse individuel – est fixé à 64 ans, et est ensuite dégressif d'environ 6% par année d'anticipation, la perte à 60 ans est énorme.

Pour les agents de la force publique âgés de 45 ans et plus, la perte sera plafonnée à 9,5% (ce qui est déjà considérable). Par contre, pour celles et ceux qui sont âgés de

moins de 45 ans, les pertes peuvent être abyssales. Le Conseil d'Etat a prévu un système où la diminution du taux de conversion est compensée par le versement d'un capital supplémentaire, réparti paritairement entre l'employeur et le salarié. Par contre, le manque de cotisations dû à la prise de la retraite à l'âge de 60 ans, de même que l'absence de compensation de l'intérêt (en principe 2,5%) octroyé sur l'avoir de vieillesse, créent des pertes de rentes massives.

Ainsi, un policier âgé de 44 ans subirait une perte de rente de 20%, à condition de verser un montant de 50'000 francs à la CPPEF. De la science-fiction ? Non, le projet « bien équilibré » du gouvernement !

Tableau 1 – Pertes de rentes pour les agents de la force publique

Age au moment du changement de plan	Compensation du taux de conversion à 100%			Différence par rapport au plan actuel en CHF			Différence par rapport au plan actuel en %			Montant du rachat à 100% (en CHF)		
	Compensation taux de conversion à 100% (augmentation de la rente de 14.16%)			en CHF			en %			en CHF		
	70 000	80 000	90 000	70 000	80 000	90 000	70 000	80 000	90 000	70 000	80 000	90 000
25	39 565	45 217	50 869	365	417	469	0.9%	0.9%	0.9%	103 784	118 611	133 437
30	37 029	42 319	47 609	-2 171	-2 481	-2 791	-5.5%	-5.5%	-5.5%	97 133	111 009	124 885
35	34 889	39 873	44 857	-4 311	-4 927	-5 543	-11.0%	-11.0%	-11.0%	91 518	104 592	117 667
40	32 772	37 454	42 136	-6 428	-7 346	-8 264	-16.4%	-16.4%	-16.4%	85 966	98 246	110 527
45	31 091	35 532	39 974	-8 109	-9 268	-10 426	-20.7%	-20.7%	-20.7%	81 555	93 205	104 856
50	29 515	33 732	37 948	-9 685	-11 068	-12 452	-24.7%	-24.7%	-24.7%	77 422	88 483	99 543
55	29 025	33 172	37 318	-10 175	-11 628	-13 082	-26.0%	-26.0%	-26.0%	76 138	87 014	97 891
59	28 866	32 989	37 113	-10 334	-11 811	-13 287	-26.4%	-26.4%	-26.4%	75 719	86 536	97 353

4. Parce que le « plan B » annoncé par le Conseil d'Etat est farfelu

En cas de refus du projet, le Conseil d'Etat annonce des diminutions de rentes encore bien plus importantes : selon le gouvernement, le Comité de la CPPEF déciderait de coupes linéaires, avec des mesures transitoires et compensatoires nettement inférieures.

Un tel scénario est de la pure fiction, et n'a pour but que de faire peur au personnel. Avec une Caisse de prévoyance disposant d'une situation financière aussi bonne, avec les caisses de l'Etat qui sont pleines, il est irréaliste de penser que le Comité de la CPPEF pourrait, unilatéralement, s'abriter dans les rentes.

En cas de refus du projet, le Conseil d'Etat n'aurait d'autre choix que de rouvrir des négociations avec les organisations du personnel pour discuter d'une nouvelle révision. Au vu de la participation faible de l'Etat de Fribourg, il ne fait aucun doute qu'une nouvelle révision ne pourrait qu'être plus favorable !



Pensionskasse des Freiburger Staatspersonals Der Staatsrat lehnt jede Konzession ab, die Mobilisierung muss fortgesetzt werden

Am 7. November demonstrieren 1'000 Mitarbeiter des Kantons Freiburg und der an der Pensionskasse des Freiburger Staatspersonals (PKSTFP) angeschlossene Institutionen gegen die vorgeschlagene Revision der PKSTFP. Trotz dieser neuen Mobilisierung lehnte der Staatsrat jegliche Konzession ab, und übermittelte den Revisionsentwurf an den Großen Rat.

Eine Mobilisierung, die von Bedeutung ist

Die Mobilisierung am 7. November war sicherlich weniger wichtig als die vorherige Demonstration, bei der im Februar 2019 4'000 Mitarbeiter zusammenkamen. Angesichts der Umstände ist sie nach wie vor bedeutsam: Zwei Tage vor der Demonstration hatte der Vorstand des Freiburger Lehrerverbandes (FAFE) öffentlich angekündigt, dass er seine Unterstützung für die Demonstration «zurückzieht». Am nächsten Tag war es an der FEDE, sich zu distanzieren.

Massive Kürzung der Renten und Löhne

Die durch die Revision der PKSTFP hervorgerufene Verschlechterung ist jedoch signifikant: Für die 45- bis 59-Jährigen werden die Rentenkürzungen zwischen -6,6% und -9,5% liegen, wenn sie mit 64 Jahren in Rente gehen; für die 40- bis 45-Jährigen können die Verluste die 9,5%ige Verlustgrenze mit 64 Jahren teilweise deutlich überschreiten. Im Falle der Pensionierung mit 62 Jahren liegt sie bei den Pensionsverlusten im Durchschnitt zwischen -10% und -15% und bei der Pensionierung mit 60 Jahren zwischen -20% und -25%. (siehe Tabelle auf Seite 3).

Diese Verluste werden wahrscheinlich viel höher ausfallen: Sie werden auf der Grundlage eines hohen Zinssatzes für das Altersguthaben (2,5%) berechnet. Bei einem niedrigeren Zinssatz können sie sich verdoppeln oder sogar verdreifachen (siehe Seite 3). Schließlich ist es notwendig, eine Senkung des Nettogehalts von 1,7% auf 1,8% für Mitarbeiter ab 45 Jahren hinzuzufügen.

Geringe Beteiligung des Staates

Der finanzielle Beitrag des Staates ist gering: 380 Mio. Franken an Übergangs- und Ausgleichsmaßnahmen. Der vom Kanton Freiburg gezahlte Betrag beträgt die Hälfte des Betrags des Kantons Wallis (1,6 Milliarden Franken) oder Genfs (5 Milliarden Franken oder 1,9 Milliarden anteilig nach Freiburg), der über wesentlich weniger gesunde öffentliche Finanzen verfügt! Mit 600 Millionen Franken an Übergangs- und Kompensationsmassnahmen wird jedoch jeder Verlust der Rente ab 62 Jahren für den Personal des Freiburger öffentlichen Dienstes vermieden.

Die Mobilisierung soll fortgesetzt werden

Die Mobilisierung der Mitarbeiter muss fortgesetzt werden: Das Revisionsprojekt der PKSTFP ist in seiner jetzigen Form inakzeptabel! Der Große Rat wird dies Anfang 2020 erörtern. Mit einer starken Mobilisierung ist es möglich, das Parlament zu zwingen, dieses Projekt zu überprüfen, z.B. durch eine Erhöhung der Anzahl von Übergangs- und Ausgleichsmaßnahmen.

GENERALVERSAMMLUNG DES PERSONALS DES FREIBURGER ÖFFENTLICHEN DIENSTES

MITTWOCH, 22. JANUAR, 19:00 UHR

Café restaurant de l'Escaie – Route de Belfaux 3 - Givisiez

Wir werden die Forderungen an den Großen Rat sowie die Fortsetzung der Mobilisierung diskutieren. Die Region SSP - Freiburg hat beschlossen, die Angelegenheit an die Schlichtungs- und Schlichtungsstelle zu verweisen: Wenn der Staatsrat nicht verhandelt, wird der Streik somit legal sein. Organisieren Sie Konsultationen in Ihrer Abteilung, um herauszufinden, welche Kontrollmaßnahmen die Mitarbeiter bereit sind zu ergreifen!

Um die tatsächlichen Auswirkungen der Revision auf Ihre Rente zu erfahren, laden wir Sie ein, den Pensionssimulator (www.fr.ch/calculateur-de-rente) zu besuchen und uns das Ergebnis mitzuteilen. Sie können uns auch Ihre Jahresrechnung des CPPEF schicken, wir übernehmen die Kalkulationen für Sie.

Warum wir weiterhin mobilisieren müssen

1. Weil die finanzielle Situation des CPPEF ausgezeichnet ist

Es ist eine Tatsache: Die finanzielle Situation der PKSTPF ist ausgezeichnet. Die durchschnittliche Rendite in den letzten 10 Jahren betrug 4,05% (siehe Tabelle 1, Seite 2). Wenn sie in den nächsten 30 Jahren auf diesem Niveau bleiben, ist es einfach nicht notwendig, die Mittel für die PKSTPF zu erhöhen!

Was die Deckungsquote der PKSTPF betrifft, so betrug sie zum 31. Dezember 2018 75,4% (siehe Tabelle 2, Seite 2). Zusammen mit der Pensionskasse des Staates Wallis ist sie die beste Deckungsrate aller Pensionskassen der Westschweiz. Im Vergleich dazu waren es 58,2% für die Genfer Staatliche Pensionskasse (die den Vorrang der Leistungen behält), 68,5% für die Waadtländer Staatliche Pensionskasse (die den Vorrang der Leistungen behält), 67,6% für die Staatliche Pensionskasse Neuenburg und 68,3% für die Staatliche Pensionskasse Jura.

2. Weil die finanzielle Beteiligung des Staates gering ist.

Gegenwärtig beteiligt sich der Staat Freiburg an der Revision der PKSTPF in zweifacher Hinsicht:

- ▶ 380 Millionen CHF an Übergangs- und Kompensationsmassnahmen zur Minderung von Rentenkürzungen aufgrund des Übergangs zu einem beitragsorientierten Plan.
- ▶ Eine Erhöhung des Beitrags des Staates - Arbeitgebers um 1%.

Auch unter Berücksichtigung der Erhöhung des Arbeitgeber-Staatsbeitrags über 30 Jahre hinweg beträgt der Gesamtbeitrag des Staates Freiburg (800 Millionen Franken) die Hälfte der vom Staatsrat Wallis und Genf zugewiesenen Beträge (siehe Seite 2). Der Staat Freiburg mit einer Milliarde Vermögen hat jedoch eine wesentlich bessere finanzielle Situation als diese beiden Kantone.

Diese Bilanzierung der Erhöhung des Arbeitgeber-Staat-Beitrags ist jedoch fragwürdig. Eine Beitragserhöhung - die Teil der im Haushalt vorgesehenen jährlichen Sozialversicherungsbeiträge ist - kann nicht mit einem Betrag gleichgesetzt werden, der direkt und gleichzeitig aus der Staatskasse kommt. Als eigentlicher finanzieller Beitrag des Staates sind die Übergangs- und Ausgleichsmassnahmen zu betrachten, die derzeit auf 380 Millionen Franken geschätzt werden. Es ist dieser Betrag, der deutlich erhöht werden muss!

3. Weil die Rentenkürzungen massiv sind

Die vom Staatsrat angekündigten Rentenverluste sind enorm. Derzeit haben viele Mitarbeiter des Staates Freiburg die Möglichkeit, ab dem 60. Lebensjahr in den Vorruhestand zu treten. Nach einem Leben lang harter Arbeit, in Jobs, die immer schwieriger und stressiger werden, ist es wohlverdient! Mit der vom Staatsrat geplanten Revision wird der Vorruhestand für die überwiegende Mehrheit jedoch unerschwinglich sein: Mit einer Kürzung der Renten von 20% auf 25%, wer könnte sich einen Vorruhestand leisten? Wie aus Tabelle 1 (Seite 3) ersichtlich ist, wird die Revision des Staatsrates jedes Jahr Tausende von Franken weniger einbringen! Der Staatsrat hat sich in seinen Prognosen auf einen Zinssatz gestützt, der auf das Altersguthaben der Versicherten von 2,5% angerechnet wurde. Ist dieser Zinssatz - im Vergleich zu anderen Pensionsfonds relativ hoch - jedoch niedriger, was sehr wahrscheinlich ist, können die Verluste von einem einfachen bis zu einem doppelten oder sogar dreifachen reichen (siehe Tabelle 2 Seite 3).

JAB
CH-1701 Fribourg
LAPOSTE

- Je désire adhérer au SSP-CFT, veuillez me faire parvenir brochures d'information sur le syndicat.
- Je désire m'abonner à Infos syndicales. (fr. 20.- par an)

nom, prénom :

adresse :

NPA, Localité :

A renvoyer par courrier au : SSP-CFT Région Fribourg, CP 1444, 1701 Fribourg

JAB
CH-1701 Fribourg
LAPOSTE